



VISITE D'ETAT DE NICOLAS SARKOZY EN ISRAEL

"Les visites de ce genre sont peu fréquentes"

Interview de Marc Hecker, chercheur à l'Ifri, par Virginie Riva
(le lundi 23 juin 2008)

Que représente la visite de Nicolas Sarkozy en Israël mis à part la mise en scène de l'amitié franco-israélienne ?

- En mars dernier, le président israélien Shimon Pérès se rendait en visite d'Etat en France. Cette fois, c'est au tour de Nicolas Sarkozy d'effectuer une visite d'Etat en Israël. Les visites de ce genre sont peu fréquentes. La première fut celle de François Mitterrand en 1982. Le voyage officiel, pour le moins houleux, de Jacques Chirac en 1996 reste également dans les mémoires.

Nicolas Sarkozy est surtout le deuxième chef de l'Etat français à s'exprimer à la Knesset, le parlement israélien. Le premier avait été François Mitterrand qui, il y a plus de vingt-cinq ans, y avait prononcé un discours marquant. Une phrase en particulier avait alors retenu l'attention : "Le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut le moment venu signifier un Etat". Comme François Mitterrand en 1982, Nicolas Sarkozy va profiter de son séjour en Israël pour renforcer les liens – notamment politiques et économiques – avec Israël mais aussi pour réaffirmer l'engagement de la France dans un processus de paix qui devrait aboutir, à terme, à la création d'un Etat palestinien.

Au-delà des déclarations, la politique de Nicolas Sarkozy en Israël est-elle cohérente et claire ?

- Nicolas Sarkozy se présente comme un "ami d'Israël". Au moment de l'élection présidentielle de 2007, les Français installés en Israël ont voté massivement pour lui, de même, semble-t-il, que les membres de la communauté juive française. Le président de l'Union des Patrons et Professionnels Juifs de France (UPJF) a par exemple ouvertement appelé à voter pour Nicolas Sarkozy, une des raisons avancées étant la proximité de ce dernier avec l'Etat hébreu.

Dans les faits, le président français n'a cessé de répéter que la sécurité d'Israël devait être garantie et il s'est notamment montré très ferme sur le dossier du nucléaire iranien.

Si Nicolas Sarkozy se dit l'ami d'Israël, il affirme aussi que l'amitié ne se conçoit pas sans critiques. Ainsi, il ne s'est pas privé de dénoncer la colonisation israélienne, y compris à l'Est de Jérusalem. Et à peine arrivé en Israël, il a affirmé que Jérusalem avait "vocation à devenir la capitale des deux Etats [Israël et le futur Etat palestinien]". Cette déclaration – qui, soit dit en passant, tranche avec les récents discours des candidats à l'élection présidentielle américaine – n'a pas dû faire plaisir à bon nombre d'Israéliens et Nicolas Sarkozy l'a d'ailleurs répétée ce matin lors de son discours à la Knesset.

Enfin, il est à noter que le réchauffement des relations entre la France et Israël ne s'est pas fait au détriment des relations avec les Etats arabes. Hier encore, François Fillon était en

Algérie – pays qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël – où il a notamment été question d'accords de défense et de partenariat dans le domaine du nucléaire civil. Le récent rapprochement franco-syrien va également dans ce sens.

La France, à la veille de la présidence française de l'Union européenne, est-elle réellement capable de jouer un rôle dans la région ?

- La France n'est plus une "grande puissance" mais elle n'a pas pour autant perdu toute influence et peut jouer un rôle, notamment au travers de l'Europe. En 1980, déjà, elle avait semble-t-il pesé de tout son poids pour l'adoption de la déclaration commune reconnaissant le droit des Palestiniens à l'autodétermination, adoptée au Conseil européen de Venise. La France s'apprête effectivement à prendre la présidence de l'Union européenne. S'il est vrai que l'UE est membre du fameux "quartette" à côté des Etats-Unis, de la Russie et de l'ONU, il faut dire que la présence de l'Union européenne au Proche-Orient s'est plus fait sentir, au cours des dernières années, en termes économiques que politiques. Relancer la "feuille de route" ne sera pas une mince affaire.

En outre, la présidence française de l'UE risque d'être plus marquée par les conséquences du "non" irlandais que par les préoccupations de politique étrangère.

Reste alors à voir ce que donnera le projet d'Union pour la Méditerranée qui pourrait permettre à la France de jouer un rôle dans le rapprochement de certains Etats, notamment Israël et la Syrie.